

Le gouvernement allemand "regrette" les propos de son ministre sur le financement des terroristes de l'EI par le Qatar... mais il ne les désavoue pas !



En diplomatie comme en politique, il est de la plus haute importance, si l'on veut bien comprendre le dessous des cartes, d'examiner à la loupe ce qui est dit et écrit. Et il est encore plus important d'examiner CE QUI N'EST PAS DIT, NI ÉCRIT.

S'agissant de la politique, les internautes qui suivent [mes analyses](#) savent, par exemple, à quel point il est essentiel d'examiner dans le plus grand détail [les programmes des partis politiques français](#). Et notamment des fameux "souverainistes" ou "eurosceptiques" (FN, DLR, etc.). Les médias créditent ces partis-leurres de vouloir faire sortir la France de l'UE et de l'euro (sans jamais parler de l'OTAN) mais [la lecture minutieuse de leurs programmes](#) révèlent que ces choix décisifs ne sont mentionnés nulle part de la façon claire et définitive qui conviendrait, pas plus qu'il n'y est fait mention de [l'article 50](#) et de son contenu précis.

En diplomatie, la même méticulosité dans l'étude des textes et des déclarations s'impose. Le gouvernement allemand vient de nous fournir une superbe preuve, en ce 22 août 2014, de l'extrême importance qu'il y a à lire à la loupe les communiqués et déclarations officielles.

[Lors d'un point de presse gouvernemental tenu aujourd'hui à Berlin](#), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Martin Schäfer, a été interrogé, par les journalistes présents, sur la déclaration sensationnelle du ministre de l'Aide au développement, Gerd Müller, au sujet du Qatar (cf. [Notre communiqué de presse du 21 août](#)).

Le ministre de l'Aide au développement, Gerd Müller, auteur des déclarations fracassantes sur le Qatar.

Je rappelle que, dans un entretien avec la chaîne de télévision publique ZDF, le ministre en question issu des rangs des conservateurs de la chancelière Angela Merkel, avait estimé que le Qatar finance les terroristes du prétendu "État islamique".

Or, que vient de répondre le porte-parole officiel du ministère allemand des Affaires étrangères ?

Très exactement ceci (sortez votre loupe !) :

- « L'Allemagne a de bonnes et amicales relations, avec le Qatar [qui est un] acteur régional majeur. ».

- « Les propos de M. Müller ont donné lieu à une discussion entre le gouvernement qatari et l'ambassade d'Allemagne à Doha [capitale du Qatar]. »

- « Nous avons dit au gouvernement du Qatar que nous considérons (leur pays) comme un partenaire avec lequel nous travaillons dans différents domaines, même si sur certaines questions, nous ne partageons pas toujours le même avis.»

- « Nous regrettons qu'il ait pu y avoir une incompréhension ».

- au sujet des allégations de financement : « Je ne suis pas au courant de telles informations ». « Le ministre a fait allusion à des informations de presse et n'a pas formulé d'accusations concrètes.»

Voilà. C'est tout.

Conclusion

Si la Chancelière d'Allemagne avait voulu désavouer son ministre en estimant qu'il avait dit n'importe quoi, elle l'aurait tout simplement viré de son gouvernement.

À supposer qu'elle ait voulu le ménager pour des raisons d'équilibre politique, elle l'aurait maintenu en fonctions mais son propre porte-parole - ou celui du ministère allemand des Affaires étrangères - aurait tenu un tout autre langage que celui qui vient d'être tenu. Il aurait dit à la presse quelque chose ceci :

« Le gouvernement allemand présente ses excuses au gouvernement de l'émirat du Qatar pour les déclarations inappropriées de son ministre de l'Aide au développement, qui a fait état de suppositions dénuées de tout fondement. Le gouvernement allemand dément disposer de la moindre information permettant de les accréditer et renouvelle sa pleine et entière confiance dans le gouvernement qatari. »

Il suffit de comparer ce texte clair et net à la bouillie ambiguë qui a été servie à la presse pour comprendre où se situe la vérité.

En réalité, le gouvernement de Berlin s'est refusé à désavouer les propos de son ministre. Il a usé de formules savamment emberlificotées et ambiguës pour noyer le poisson, en donnant une simple satisfaction de façade au Qatar.

Les autorités de Berlin se sont même permis d'affirmer que « sur certaines questions, nous ne partageons pas toujours le même avis » que le [Qatar](#). Compte tenu du contexte, cette remarque incidente vaut quasiment soutien aux propos du ministre....

En conclusion, je tiens à souligner que le gouvernement français n'a évidemment pas plus répondu à [notre dernier communiqué de presse](#) qu'aux précédents. Ce qui prouve que "Moi président" et son gouvernement se fichent beaucoup plus des concitoyens que le gouvernement allemand. On le savait déjà, mais c'est une confirmation.